



SOMMAIRE

Pages

Demande relative à la communication aux Territoires sous tutelle de publications de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (<i>fin</i>)	67
Examen des pétitions (<i>suite</i>)	
Pétition de la Tanganyika African National Union (T/PET.2/192) [<i>suite</i>]	67
Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique: a) rapport annuel (T/1140, T/1147 et Add.1, T/1150, T/1152); b) pétitions distribuées conformément au paragraphe 2 de l'article 85 du règlement intérieur du Conseil de tutelle (T/PET.4 et 5/L.6 et Add.1) [<i>suite</i>]	67
Discussion générale (<i>suite</i>)	67
Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française: a) rapport annuel (T/1136, T/1150, T/1156, T/1160); b) pétitions distribuées conformément au paragraphe 2 de l'article 85 du règlement intérieur du Conseil de tutelle (T/PET.7/L.6, T/PET.7/L.8 et 9) [<i>suite</i>]	
Questions concernant le Territoire sous tutelle et réponses du représentant spécial	75

Président: M. Miguel Rafael URQUIA (Salvador).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil de tutelle: Australie, Belgique, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Haïti, Inde, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Syrie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

Demande relative à la communication aux Territoires sous tutelle de publications de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (*fin*)

1. Mlle BAÑOS (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), répondant à une question qu'avait posée, à la séance précédente, le représentant de la Belgique, explique que la brochure relative à l'utilisation de l'outillage agricole est une des nombreuses publications que la FAO fait parvenir à ses membres, sur leur demande. Il appartient aux gouvernements de décider de la manière dont ils se serviront de ces brochures. La Belgique étant membre de la FAO et le Ruanda-Urundi ne l'étant pas, le Gouvernement belge peut demander à la FAO d'adresser ses publications directement au Ruanda-Urundi, par l'entremise du Gouverneur du Territoire: il va sans dire que la FAO examinera d'un œil bienveillant une pareille requête.

2. M. RYCKMANS (Belgique) remercie la représentante de la FAO de ses explications, qu'il transmettra à son gouvernement.

Examen des pétitions (*suite*)

[Point 4 de l'ordre du jour]

PÉTITION DE LA TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL UNION (T/PET.2/192) [*suite*]

3. M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que la Tanganyika African National Union a adressé au Conseil une communication (T/PET.2/192) pour s'enquérir de la possibilité d'envoyer à New-York un représentant qui exposerait les idées de l'Union et apporterait son appui au rapport sur le Tanganyika de la Mission de visite des Nations Unies de 1954 dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale (T/1142). De toute évidence, on ne saurait considérer cette communication comme une demande pour participer aux délibérations du Conseil; cela serait contraire au règlement intérieur. Néanmoins, il ressort clairement de la communication que ce que l'Union sollicite en fait, c'est l'autorisation de se faire entendre du Conseil: elle aurait rédigé sa demande en d'autres termes si elle était mieux informée de la procédure que suit le Conseil de tutelle. Dans ces conditions, et conformément à sa pratique, le Conseil devrait inviter l'Union à lui présenter une pétition orale. M. Sears annonce qu'il déposera ultérieurement une proposition à cet effet.

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique: a) rapport annuel (T/1140, T/1147 et Add.1, T/1150, T/1152); b) pétitions distribuées conformément au paragraphe 2 de l'article 85 du règlement intérieur du Conseil de tutelle (T/PET.4 et 5/L.6 et Add.1) [*suite*]

[Points 3, c, et 4 de l'ordre du jour]

Sur l'invitation du Président, le brigadier Gibbons, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, prend place à la table du Conseil.

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

4. M. EL-FARRA (Syrie) reconnaît qu'il y a eu des progrès remarquables au Cameroun sous administration britannique; cependant, les problèmes constitutionnels que pose la division politique du Territoire sous tutelle ne laissent pas de l'inquiéter. L'Accord de tutelle autorise l'Autorité administrante à créer des unions administratives; il ne lui permet cependant pas d'unir par des liens politiques une partie d'un Territoire sous tutelle et un territoire non autonome voisin qui ne relève pas du régime de tutelle. Cette atteinte à l'unité politique du Territoire sous tutelle risque d'influer sur le choix que les populations non autonomes seront appelées à faire ultérieurement: la plupart des chefs qui ont participé à la Conférence de Londres sur la Constitution de la Nigéria, en 1953, ont du reste exprimé leurs craintes à cet égard. D'autre part, contrairement au Cameroun méridional, où des élections ont eu lieu, il n'y a pas eu de consultation populaire dans la partie

septentrionale du Territoire. Même si l'on admet que la population du Cameroun septentrional, dont la consécration politique est moins éveillée, n'est pas favorable à l'unification du Territoire, on est en droit de penser qu'elle ne possède pas encore une maturité suffisante pour discerner la solution la plus favorable à ses intérêts, et que l'Autorité administrante a le devoir de l'éclairer sur ce point. On peut ajouter, en toute logique, qu'il convient de respecter de façon absolue l'intégrité d'un Territoire qui était uni avant l'occupation britannique et où, selon le propre rapport de l'Autorité administrante¹, de nombreux villages ont une communauté de besoins et d'intérêts qui justifie entièrement leur union. Il semble que l'on ait effrayé les chefs du Cameroun septentrional en les persuadant de l'incompatibilité qu'il y aurait entre leur culture et celle du Cameroun méridional; ou encore qu'ils craignent que l'unification ne porte atteinte à leurs puissants droits féodaux et ne les subordonne aux Camerounais du Sud, plus instruits qu'eux. Quoi qu'il en soit, l'Autorité administrante a le devoir de défendre l'unité du Territoire, dans l'intérêt de la population, et elle devrait se garder de créer des problèmes comme ceux que posent le Togo et la Côte-de-l'Or.

5. L'Autorité administrante devrait accorder le droit de vote à tous les habitants du Territoire, hommes et femmes, et devrait les encourager à l'exercer. En proposant aux femmes de leur accorder le droit de vote si elles s'acquittent de l'impôt, on diminue l'intérêt qu'elles portent aux questions politiques et on prive injustement du droit de vote la moitié de la population. L'Administration devrait également prendre les mesures voulues pour ériger en municipalités les villes qui remplissent les conditions requises.

6. Pour améliorer le système judiciaire, il faudrait réformer les tribunaux de manière à séparer complètement le pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif. Une mesure que l'on pourrait prendre dans le domaine judiciaire, pour habituer les Africains à l'exercice de l'autonomie, serait de confier aux plus instruits d'entre eux certaines fonctions en matière de révision et d'appel, au lieu de réserver ces droits à des fonctionnaires.

7. Le peu d'intérêt dont témoigne la population à l'égard de ses droits politiques résulte de la rigidité du régime foncier, qui investit les chefs ou émirs de pouvoirs despotiques, prive les agriculteurs du droit de propriété et leur enlève toute sécurité. Ce régime est pire que le régime féodal: non seulement il empêche les paysans d'acquérir la propriété de la terre, mais il paralyse toute velléité politique chez les paysans, qui n'osent pas encourir la réprobation de leurs chefs. En principe, la politique agraire de l'Administration tend à empêcher toute aliénation des terres en faveur de spéculateurs étrangers: mais pour atteindre ce but, il serait préférable d'instaurer un système cadastral et de prendre une ordonnance qui réglementerait les ventes de terres aux étrangers. Des mesures de cet ordre augmenteraient la sécurité des paysans et favoriseraient le développement de l'agriculture.

8. Dans le domaine social, on ne peut s'empêcher de regretter que le représentant du Royaume-Uni et le représentant spécial aient jugé bon d'attribuer une

grande partie des lacunes à la religion musulmane et au droit musulman. En particulier, M. El-Farra a été extrêmement étonné d'entendre déclarer que le droit musulman autorise la contrainte morale et physique en matière de mariage: cette déclaration est d'autant plus surprenante que le Royaume-Uni, en sa qualité de Puissance coloniale ou mandataire, a très longtemps administré des pays musulmans. De telles pratiques n'ont nullement leur origine dans l'islam; au même titre que le mariage d'enfants et la "dot", elles sont les vestiges de coutumes et de lois anciennes que l'Autorité administrante s'est engagée à abolir. Le Royaume-Uni a souscrit à cet engagement lorsqu'il a voté la résolution 843 (IX) de l'Assemblée générale. Néanmoins, quand le représentant spécial déclare que l'Administration se refuse à intervenir contre la coutume, on peut croire que le Royaume-Uni n'a pas l'intention de mettre en œuvre la résolution de l'Assemblée.

9. M. DORSINVILLE (Haïti) fait également des réserves expresses au sujet de l'attitude de l'Autorité administrante, qui ne respecte pas l'unité politique du Territoire sous tutelle mais suit une politique pragmatique qui aboutira à scinder en deux ce territoire, la partie septentrionale étant absorbée par la Nigéria et la partie méridionale constituant provisoirement une sorte d'entité fédérale autonome. Cette politique semble contraire aux objectifs politiques qu'énonce l'Article 76 de la Charte.

10. D'autre part, le Royaume-Uni n'a pas communiqué les renseignements qu'il est tenu de fournir, en vertu de la résolution 558 (VI) de l'Assemblée générale, sur les mesures prises pour conduire le Territoire dans le laps de temps le plus court possible au stade de l'autonomie et de l'indépendance et sur le laps de temps dans lequel il escompte que le Territoire atteindra l'objectif d'autonomie ou d'indépendance. Le représentant spécial a affirmé que la division politique du Territoire répondait aux vœux librement exprimés des populations. Il est difficile de concilier cette assertion avec le fait que les rapports annuels déclarent que les habitants du Cameroun septentrional n'ont aucune maturité politique et que les deux partis qui existent dans cette région se livrent une lutte si acharnée qu'il est difficile de dégager leurs véritables intentions. M. Dorsinville ne doute pas de la sincérité de l'Administration ni de celle des dirigeants politiques du Territoire; il estime cependant que la division politique porte atteinte aux principes mêmes du régime de tutelle. L'Autorité administrante devrait s'efforcer d'éveiller chez la population la conscience nationale, pour stimuler son évolution progressive vers l'autonomie ou vers l'indépendance.

11. Dans le domaine économique, l'Autorité administrante devrait étudier la possibilité d'introduire un certain degré d'industrialisation et de créer certaines industries de transformation des produits agricoles, d'autant plus que l'agriculture tend à se diversifier. D'une manière générale, il y a eu des progrès; il est cependant difficile de les mesurer en l'absence de statistiques distinctes relatives au volume des importations et des exportations du Territoire qui se font par les ports de la Nigéria. En outre, le niveau de vie ne semble pas refléter le progrès économique. Le représentant spécial a donné d'utiles renseignements sur le barème des salaires de la Cameroons Development Corporation; il convient de noter cependant que ce barème n'intéresse que 32.000 personnes. De plus, on ne possède pas de renseignements sur le prix des articles de première

¹ Report by Her Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the General Assembly of the United Nations on the administration of the Cameroons under United Kingdom Trusteeship for the Year 1953, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1954, Colonial No. 309.

nécessité tels que les vêtements et les denrées alimentaires, renseignements nécessaires, cependant, si l'on veut évaluer le pouvoir d'achat de la majorité des travailleurs employés par les grandes entreprises. On aurait également intérêt à disposer de données comparatives sur le revenu des ouvriers des plantations et celui des agriculteurs indépendants, car elles permettraient notamment de comprendre les raisons pour lesquelles les ouvriers se refusent à demeurer longtemps au service des grandes entreprises.

12. M. Dorsinville s'élève vivement contre les châtiments corporels infligés dans le Territoire sous tutelle. Même s'ils existent au Royaume-Uni, ces châtiments ne sont pas moins le symbole haïssable de l'esclavage dans un pays qui ne possède pas encore la dignité d'Etat souverain.

13. Enfin, l'Autorité administrante a le devoir d'instituer dans le Territoire un système d'enseignement primaire obligatoire et gratuit. Ce n'est que lorsqu'ils seront à même d'en apprécier les résultats que les parents reconnaîtront l'utilité de l'instruction et qu'ils accepteront de payer pour permettre à leurs enfants de poursuivre leurs études. On sait que, dans la partie nord du Territoire, les enfants des indigents bénéficient d'un enseignement gratuit: la création d'écoles publiques où l'enseignement primaire serait dispensé gratuitement épargnerait cependant aux parents l'humiliation d'avoir à se déclarer indigents.

14. M. BARGUES (France) affirme qu'il aurait été pratiquement impossible d'administrer comme une entité distincte le Cameroun sous administration britannique. Le Gouvernement du Royaume-Uni a eu raison de créer une union administrative entre le Territoire sous tutelle et la Nigéria, comme les Nations Unies l'ont reconnu en approuvant l'Accord de tutelle relatif à ce territoire. Le Territoire sous tutelle a retiré de l'union administrative un incontestable bénéfice. Ce territoire sans unité économique, dont les ressources n'ont pu jusqu'à ce jour être entièrement mises en valeur, a encore une structure financière fragile. Pendant plusieurs années, le déficit de son budget a été comblé par le budget de la Fédération nigérienne. Il ne semble pas que la dépendance économique et financière du Territoire sous tutelle à l'égard de la Fédération, non plus que la différence de statut entre la Nigéria et le Cameroun, aient apporté une gêne quelconque au développement du Territoire. La délégation française constate au contraire avec satisfaction que ce développement a été assuré dans des conditions très satisfaisantes.

15. Les efforts qu'accomplit l'Autorité administrante en vue de parfaire l'éducation politique des populations autochtones sont particulièrement remarquables. Ces efforts ont été partiellement couronnés de succès en dépit de l'attachement de certains groupes ethniques à des formules traditionnelles d'administration et de leur manque d'intérêt pour les institutions occidentales.

16. L'économie du Territoire demeure fondée sur l'agriculture et, dans une moindre mesure, sur l'élevage. On relève, au cours de ces dernières années, une augmentation sensible de la production agricole, en premier lieu de la production de millet, de maïs, de manioc et de riz, grâce à la préoccupation constante des autorités locales d'assurer largement la subsistance des habitants, dans des régions où régnaient jadis la famine et la sous-alimentation. Les cultures destinées à l'exportation, le café en particulier, marquent elles aussi d'incontestables progrès. Pour améliorer la balance commerciale

du Territoire et créer des ressources financières nouvelles, il faut augmenter les exportations. Fait significatif, les plantations de café et de cacao appartiennent en grande partie aux autochtones. On ne saurait trop encourager l'Autorité administrante à poursuivre ses efforts en vue d'intensifier et de diversifier la production agricole. Elle devra vaincre deux difficultés: d'une part, elle devra lutter sans cesse contre l'érosion et, pour aboutir à un résultat dans ce domaine, elle devra obtenir l'appui des chefs autochtones et la compréhension de la population, en organisant des campagnes de propagande et, le cas échéant, en prenant des sanctions; d'autre part, elle devra généraliser l'emploi des engrais et convaincre de nombreux agriculteurs qu'ils ont tout intérêt à les employer.

17. Les résultats que l'Administration a obtenus dans le domaine social méritent eux aussi que le Conseil y porte le plus vif intérêt; la situation démographique et l'état sanitaire général sont en voie d'amélioration constante. L'enseignement a fait lui aussi de grands progrès. Pourtant, l'Administration devra s'efforcer de donner plus d'ampleur à la formation professionnelle et technique, et d'arriver à la gratuité totale de l'enseignement primaire.

18. M. LOOMES (Australie) déclare que sa délégation est satisfaite des progrès que le Territoire sous tutelle a accomplis en divers domaines et de son évolution constitutionnelle. Il convient de féliciter l'Autorité administrante et les représentants du Territoire de la bonne volonté dont ils ont fait preuve au cours des négociations relatives aux relations constitutionnelles du Territoire et de la Nigéria. L'évolution qui a eu pour résultat de définir l'autonomie politique du Cameroun méridional, évolution que les populations de la région ont sanctionnée par les élections locales de 1953 et les élections fédérales de 1954, constitue un progrès politique incontestable, qui fait honneur à la population et à l'Autorité administrante. La délégation australienne est persuadée que l'ordre en Conseil de 1954, relatif à la Constitution de la Nigéria, a donné des bases solides à ces mesures et accélérera l'évolution générale.

19. En conservant la distinction entre le Territoire sous tutelle et la Nigéria, l'Autorité administrante a eu soin de respecter les aspirations de la population. Elle a donné satisfaction à la population du Cameroun méridional, en lui accordant l'autonomie politique, sans pourtant lui refuser les avantages financiers que lui donne sa participation à la Fédération nigérienne. Elle a donné satisfaction à la population du Cameroun septentrional, en lui laissant jouer un rôle en Nigéria septentrionale tout en créant une commission consultative pour protéger le particularisme de la région. Un équilibre satisfaisant a donc été établi entre les aspirations immédiates de la population et les obligations que le régime de tutelle impose à l'Autorité administrante.

20. M. Loomes précise que cette réforme constitutionnelle n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves. Fort heureusement, le statut constitutionnel du Cameroun méridional est conçu de manière à permettre à cette région de bénéficier de l'aide financière qui lui sera vraisemblablement nécessaire. La délégation australienne espère que cette aide sera assez large pour financer les programmes de développement et leur donner une plus grande portée.

21. Il faut se féliciter de la diversification croissante de l'économie agricole et de l'équilibre réalisé entre l'action économique de la Cameroons Development

Corporation et celle des autres sociétés d'exportation, équilibre dû surtout à la création de la Cameroons Co-operative Exporters, Ltd. et aux progrès accomplis par d'autres sociétés, la Bakweri Co-operative Farmers' Union notamment.

22. S'il y a eu des progrès dans le domaine de l'enseignement, le nombre des élèves inscrits dans les écoles ne représente que 15 pour 100 de la population d'âge scolaire; d'autre part, il est inquiétant de voir que les parents répugnent encore à profiter des possibilités d'enseignement qui leur sont offertes. Il faut pourtant féliciter l'Autorité administrante des mesures qu'elle a prises pour augmenter la fréquentation scolaire, et en particulier de l'extension qu'elle entend donner aux impôts locaux, de façon à permettre l'instauration de l'enseignement élémentaire gratuit. Il faut pourtant regretter que le nombre des élèves-maîtres ait diminué. En revanche, les dépenses relatives à l'enseignement n'ont pas cessé d'augmenter; mais l'Autorité administrante doit s'efforcer sans relâche de trouver le moyen d'affecter à l'enseignement de plus gros crédits.

23. Les dépenses afférentes aux services sanitaires et médicaux ont aussi augmenté. Si le personnel médical est plus nombreux, il y a de moins en moins d'infirmières à suivre les cours de formation; l'Administration devra donc s'occuper du recrutement des infirmières.

24. Il convient de féliciter l'Autorité administrante des résultats concrets qu'elle a obtenus au cours de l'année 1953; il faut l'encourager et l'aider à accomplir la tâche qui l'attend encore.

25. M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) est d'avis que la division du Cameroun en deux Territoires sous tutelle a tragiquement fait disparaître l'unité ethnique, culturelle, économique et géographique de ce pays. Le Conseil a reçu d'innombrables pétitions qui expriment les aspirations d'une très grande partie de la population et demandent l'unification, l'autonomie et l'indépendance du Cameroun. En ce qui concerne le Cameroun sous administration britannique, il faut donc regretter que l'Autorité administrante ait violé la Charte et l'Accord de tutelle en adoptant une politique qui, bien loin d'aboutir à l'unification, conduit à un morcellement plus poussé du Territoire sous tutelle et à son absorption par la colonie voisine, la Nigéria.

26. L'Autorité administrante s'est efforcée de dissimuler cette politique derrière le paravent qu'il est convenu d'appeler "union administrative". Mais, de toute évidence, l'union administrative avec la Nigéria est en contradiction avec la résolution 224 (III) de l'Assemblée générale. Comme le Territoire sous tutelle ne dispose plus d'un budget autonome ni d'institutions politiques, administratives, législatives ou économiques propres, il est désormais impossible de le considérer comme une entité distincte. Des représentants du Cameroun participent assurément aux délibérations des organismes nigériens, mais la présence d'une administration coloniale, l'absence du suffrage universel et le rôle d'intermédiaires que jouent les chefs de tribus et l'oligarchie féodale tendent à prouver que ces Camerounais ne représentent pas la majorité de la population, ou qu'ils ne sont guère plus que des fonctionnaires à la solde de l'Administration coloniale. Plusieurs parties du Cameroun ont déjà été incorporées à des régions de la Nigéria et l'ensemble du Territoire sous tutelle se trouve soumis à l'administration coloniale et

aux lois de la Nigéria, en violation de l'Accord de tutelle qui dispose implicitement que l'Autorité administrante doit administrer le Territoire conformément aux lois du Royaume-Uni. A l'heure actuelle, il est déjà difficile de dire où finit le Territoire sous tutelle et où commence la colonie voisine, la Nigéria.

27. Les très importants événements politiques qui se sont produits au cours de la période considérée ont compliqué la situation encore davantage. Pour des raisons faciles à comprendre, le rapport annuel ne dit pas un mot des mesures prises pour mettre en œuvre les résolutions relatives à l'accès à l'autonomie et à l'indépendance. Il y est principalement question de la nouvelle Constitution de la Nigéria, qui consacrerait l'absorption du Territoire et fermerait pour toujours la voie à l'autonomie et à l'indépendance du Cameroun. En outre, la Constitution perpétuerait la fragmentation du Cameroun en le divisant en une partie nord et une partie sud. On ne peut guère s'attendre à ce que le Conseil approuve une telle procédure. D'ailleurs, la partie sud serait encore plus affaiblie économiquement et ne serait plus qu'une partie d'un Etat fédéral. Il est absurde de prétendre que cette partie aura la moindre autonomie effective, ou de qualifier la nouvelle assemblée d'organe législatif: la composition même de cette législature, le maintien du Commissaire du Cameroun aux fonctions de président, ainsi que le fait que les membres fonctionnaires, les représentants des Autorités indigènes et les membres élus par le Gouverneur continueront à y siéger, contribueront à réduire le rôle de l'Assemblée à celui d'un simple organe consultatif. De même, le Conseil exécutif que l'on envisage ne serait rien d'autre qu'un organe de l'administration coloniale, et nullement un vrai Conseil exécutif. Au Parlement fédéral, le nombre des représentants camerounais serait extrêmement réduit: il n'y en aurait que six sur 184. De toute manière, les représentants et députés n'exerceraient aucun pouvoir au sein des organes régionaux ou fédéraux.

28. L'Autorité administrante prétend que les nouvelles dispositions constitutionnelles sont conformes aux vœux librement exprimés de la population autochtone. Sans doute pourrait-elle le prétendre si la population était vraiment libre et pouvait exprimer ses vœux en toute liberté. En fait, cette population se trouve sous une administration coloniale et ne peut manifester son opinion librement. D'ailleurs, l'Administration n'a même pas essayé de dégager réellement l'opinion de la population; elle a fait bon marché des revendications d'indépendance et d'unification, les considérant comme les vœux d'une minorité sans importance. Certes, le Secrétaire d'Etat aux colonies s'est entretenu avec un groupe de députés à l'Assemblée. Si ces députés sont bien des Camerounais, ce sont aussi des députés à l'Assemblée coloniale de la Nigéria; ils ne pouvaient donc pas avoir qualité, ils n'avaient pas qualité pour parler au nom d'un million et demi de Camerounais ni pour décider des destinées du Territoire sous tutelle. Peut-être, comme l'affirme l'Autorité administrante, la population aurait-elle accepté les propositions de cette autorité, mais en fait elle n'a même pas été consultée. On ne peut pas davantage affirmer que les récentes élections aient signifié l'approbation des décisions prises à Londres; le représentant du Royaume-Uni a déclaré lui-même, à propos du Togo sous administration britannique, que les élections qui se sont déroulées dans ce territoire ne constituaient pas une preuve formelle des vœux de la population dans une question aussi importante que le

choix entre l'intégration et l'indépendance. Il serait intéressant de savoir si, au moment des pourparlers, les représentants camerounais ont eu un autre choix, l'unification du Cameroun, par exemple, ou la création d'un Etat indépendant.

29. L'Autorité administrante a agi de façon unilatérale. Il y avait deux parties à l'Accord de tutelle : l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume-Uni ; aux termes de cet accord, toute question qui intéresse le statut du Territoire sous tutelle doit se décider en consultation avec le Conseil de tutelle. Or, en l'occurrence, le Conseil est mis devant un fait accompli.

30. Enfin, il faut relever une contradiction dans les déclarations de l'Autorité administrante. Elle considère la population autochtone comme suffisamment avancée pour décider immédiatement si elle doit rester à jamais unie à la colonie de la Nigéria ou si elle sera indépendante, mais elle ne la croit pas assez avancée pour s'administrer elle-même ; l'Autorité administrante déclare que la population ne désire pas s'instruire, qu'elle demeure passive lors des élections et qu'elle est peu disposée à moderniser son agriculture. Sans doute la Nigéria accédera-t-elle un jour à l'indépendance, mais, d'ici là, la distinction entre le statut d'une colonie et celui d'un Territoire sous tutelle doit subsister, et les Camerounais doivent bénéficier de tous les avantages du régime de tutelle.

31. On constate fort peu de progrès sur le plan économique, social et scolaire. Au point de vue économique, le Territoire sous tutelle est assujéti à la Nigéria et, comme le reconnaît le rapport annuel, cette économie a un caractère très arriéré. L'Autorité administrante n'a pas pris les mesures voulues pour organiser une industrie de transformation destinée à donner satisfaction aux besoins de la population ni pour mécaniser l'agriculture. Elle semble d'ailleurs envisager l'avenir avec le plus grand pessimisme et déclare en toute franchise qu'elle n'a nulle intention de créer des industries dans le Territoire. En fait, toute la partie économique du rapport annuel est consacrée à l'activité de certaines entreprises européennes ; les intérêts et les besoins de la population autochtone y sont absolument négligés. En matière économique, la décision appartient aux autorités régionales de la Nigéria, qui semblent se préoccuper avant tout des intérêts des sociétés étrangères d'exportation. L'Autorité administrante a eu pour système de créer une économie fondée sur de grandes plantations qui revêtent un caractère de monopole, et sur l'exportation des produits agricoles. A cette fin, elle a légalisé l'aliénation, au profit de quelques sociétés britanniques, de terres autochtones qui s'étendent sur plusieurs milliers de milles carrés. Certes, la constitution de réserves forestières est extrêmement importante lorsqu'il s'agit de maintenir la fertilité du sol mais, au Cameroun sous administration britannique, cette mesure a simplement servi de prétexte pour l'aliénation de plus de 2.000 milles carrés.

32. Il y a à peu près une dizaine d'organisations économiques qui exercent leur activité dans le Territoire sous tutelle. La plus importante de celles-ci est une société anglaise, la Cameroons Development Corporation. Il ressort du rapport de cette société pour l'exercice 1953 — joint au rapport annuel de l'Autorité administrante — qu'elle détient le monopole de toutes les branches essentielles de l'économie du Cameroun, qu'elle exerce son influence non seulement dans le domaine économique, mais également sur la vie politi-

que et qu'elle est propriétaire de 395 milles carrés de terrain. Dans ces conditions, on pourrait s'attendre à voir cette société prendre certaines mesures à l'avantage du Territoire et de la population autochtone. On constate cependant qu'après avoir réalisé en 1953 un bénéfice de 1.250.000 livres sterling, la société n'a viré au Cameroons Development Fund qu'une somme de 60.000 livres. En outre, elle a utilisé pour ses propres besoins une somme de 880.000 livres sterling qu'elle aurait dû mettre à la disposition du Gouverneur de la Nigéria pour aider au développement économique et social du Territoire sous tutelle. La vente des produits agricoles est pratiquement aux mains de quatre sociétés européennes, qui ont leur siège en Nigéria. Quant aux coopératives, dont l'Autorité administrante favorise la création, leur principale préoccupation n'est nullement d'aider la population à améliorer les méthodes agricoles, mais bien d'accaparer le marché des produits agricoles. Bref, il est manifeste que les bénéfices que procure l'exportation des produits du Cameroun ne servent pas à développer le Territoire. De plus, comme le Territoire n'est pas administré séparément et comme une grande partie de son commerce intérieur et étranger passe par la frontière commune avec la Nigéria, on ne possède pas de statistiques précises sur les importations et les exportations. Cela rend d'autant plus facile à l'Administration, et aux sociétés qu'elle protège, de drainer les ressources naturelles du Territoire sans affecter la moindre part des bénéfices réalisés au développement économique du Cameroun et à l'amélioration du niveau de vie de la population.

33. De nombreux ouvriers agricoles travaillent sur les plantations de la Corporation et d'autres compagnies. Ils ont été chassés de leurs terres et ne vivent que de leur salaire. Si l'on compare les statistiques des salaires à celles du coût de la vie, on constate que le salaire d'un ouvrier non qualifié ne lui permet même pas de subvenir aux besoins d'une famille de deux personnes. La délégation de l'Union soviétique accueillera avec satisfaction les renseignements complémentaires que le représentant spécial a promis de donner au sujet des nombreux travailleurs de plantation qui ont été victimes d'accidents du travail mais qui ne reçoivent pas l'indemnité qui leur revient.

34. Le régime fiscal du Territoire sous tutelle est archaïque et injuste. L'impôt de capitation ou *poll tax* n'est peut-être pas très élevé, mais il frappe tous les éléments de la population et constitue une lourde charge pour les pauvres, parce qu'il ne tient nul compte de la capacité de paiement du contribuable.

35. L'Autorité administrante attribue toutes les imperfections auxquelles l'orateur vient de faire allusion à l'analphabétisme et au caractère arriéré de la population autochtone ; elle ne semble cependant pas se soucier de relever le niveau de l'enseignement ou d'instruire la population, et elle est toute disposée à laisser à des œuvres et aux autorités locales le soin de s'occuper des questions d'enseignement, bien que l'Article 76 de la Charte indique nettement qu'il est du devoir de l'Autorité administrante de développer l'enseignement. D'après l'Autorité administrante, 90 pour 100 des habitants ne savent ni lire ni écrire, et 15 pour 100 seulement d'âge scolaire fréquentent l'école. Cependant, l'UNESCO indique dans son rapport (T/1150) que le pourcentage d'illettrés atteint 96 pour 100 dans le Cameroun septentrional et 90 pour 100 dans la partie méridionale du Territoire, et que le pourcentage des enfants qui vont à l'école s'élève à 0,4 pour 100 dans le

nord et à 6 pour 100 dans le sud. Il n'y a, semble-t-il, que 5 pour 100 de la population scolaire qui soient allés jusqu'au bout des quatre ans d'école primaire. D'après un mémorandum consacré à la politique scolaire de la Nigéria², il semblerait que seuls les enfants qui pourraient tirer profit de cet enseignement aient le droit de suivre les quatre ans d'enseignement primaire, et que seuls les enfants doués bénéficient d'un enseignement secondaire. Une telle politique vise manifestement à restreindre les possibilités d'études. L'Administration ne construit pas de nouvelles écoles; elle n'a pas instauré l'instruction gratuite pour tous, et au cours des dernières années, le pourcentage des dépenses budgétaires affectées à l'enseignement a diminué. Il n'y a que trois établissements d'enseignement secondaire dans le Territoire sous tutelle, et ils sont tous trois administrés par des missions religieuses. Les frais de scolarité sont élevés pour l'enseignement secondaire; dans la partie méridionale du Cameroun, par exemple, ils atteignent environ les trois quarts du salaire annuel d'un ouvrier non qualifié. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que la population autochtone ne soit pas enthousiaste.

36. La situation n'est pas plus satisfaisante dans le domaine sanitaire. Le paludisme, la dysenterie, la tuberculose sévissent, ainsi que d'autres maladies. Dans le budget de 1953, les crédits affectés aux services de santé ont été réduits. Il n'y a pas d'hôpital dans le nord du Cameroun; la population locale est contrainte de se passer de soins médicaux, à moins de se rendre dans la Nigéria. Il n'y a que vingt-deux médecins dans l'ensemble du Territoire sous tutelle, pour une population d'un million et demi d'habitants, et trois seulement d'entre eux sont Africains. Loin de s'inquiéter d'une telle situation, l'Autorité administrante prétend que si l'on juge selon les normes africaines, ce total de vingt-deux médecins est élevé. M. Groubyakov s'élève énergiquement contre l'emploi des mots "normes africaines", par opposition aux "normes européennes", en matière de services sanitaires et médicaux; il ne peut y avoir qu'une seule norme quand un être humain est malade: il faut le guérir. Il est extrêmement pénible de voir que, dans de nombreux cas, les parents d'un malade n'ont d'autre ressource que de faire appel aux services de sorciers guérisseurs et d'autres charlatans. Le Conseil de tutelle devrait s'intéresser plus particulièrement à la partie du rapport annuel consacrée aux services médicaux, et il devrait faire des recommandations très précises à cet égard.

37. En résumé, le moment est venu pour le Conseil de tutelle d'examiner avec le plus grand soin les actes de l'Autorité administrante. Il convient d'appeler l'attention de l'Autorité administrante sur la résolution 224 (III) de l'Assemblée générale, ainsi que sur la nécessité d'appliquer rigoureusement les dispositions de l'Article 76 de la Charte, de même que certaines résolutions de l'Assemblée, notamment les résolutions 558 (VI) et 752 (VIII). Il y a lieu de prier l'Autorité administrante de constituer dans le Territoire sous tutelle des organisations politiques, administratives et judiciaires distinctes, d'apporter certaines améliorations fondamentales au système scolaire et d'augmenter les crédits de l'enseignement. Il appartient au Conseil d'indiquer clairement qu'il attend de l'Autorité administrante qu'elle se conforme aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle et qu'elle ne confie pas

la responsabilité de l'enseignement à des œuvres et aux autorités locales. Il convient de prier l'Autorité administrante d'instaurer la gratuité de l'instruction primaire pour tous. Le Conseil devra également appeler l'attention sur l'insuffisance des services sanitaires, et il devra recommander à l'Autorité administrante d'étendre les cadres médicaux. Le Conseil ne saurait tolérer que la situation actuelle se perpétue.

La séance est suspendue à 16 h. 5; elle est reprise à 16 h. 35.

38. M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) craint que les observations que le Conseil vient d'entendre ne rendent pas justice à des millions d'Africains qui ont collaboré à la lutte pour l'autonomie. La délégation des Etats-Unis, pour sa part, est pleinement satisfaite de la situation au Cameroun sous administration britannique et de l'association de ce territoire avec la Nigéria.

39. Le succès de la récente évolution politique et constitutionnelle du Territoire sous tutelle montre combien il est erroné de sous-estimer l'aptitude des Africains à assumer des responsabilités politiques. Les fondements démocratiques sur lesquels le Cameroun méridional a édifié sa nouvelle Chambre d'assemblée ont particulièrement frappé la délégation des Etats-Unis. Elle constate avec satisfaction qu'un groupe d'opposition est non seulement toléré, mais ouvertement encouragé. Le rapport du Conseil à l'Assemblée générale devrait relever cet exemple de sagesse africaine. Ces progrès justifient la foi que les administrateurs britanniques ont dans la capacité du peuple camerounais à assumer rapidement les responsabilités complexes de l'autonomie.

40. Un autre aspect important de cette évolution politique est que la population se voit offrir la possibilité de déterminer non seulement son statut juridique futur, mais aussi ses relations futures avec la Nigéria. Les populations des parties septentrionale et méridionale peuvent examiner, en toute liberté, les problèmes qui leur sont propres et peuvent en décider en toute indépendance. On aurait pu partir de l'hypothèse qu'il n'y aurait aucune divergence de vues entre les populations du nord et celles du sud; mais tel n'est pas le cas, et les administrateurs britanniques ont vu juste en reconnaissant cette vérité.

41. L'évolution rapide de la Nigéria vers l'autonomie rapproche le jour où l'Accord de tutelle pour le Cameroun deviendra caduc. Il ne fait pas de doute que l'Autorité administrante et les chefs camerounais envisagent la fin du régime de tutelle. Le précédent du Togo sous administration britannique apportera sans doute quelque lumière sur la meilleure façon de résoudre le problème. Entre-temps, les nouvelles formes d'association politique avec la Nigéria fourniront à la population du Cameroun une expérience utile en matière d'administration locale et de gouvernement national de type fédéral. Cela prouve que le Gouvernement du Royaume-Uni a agi sagement en faisant figurer dans l'Accord de tutelle une disposition prévoyant que l'Administration du Cameroun aurait son siège dans la Nigéria.

42. Les progrès du système fédéral dans un territoire où se rencontrent des populations si diverses parlant des langues si différentes ont vivement intéressé la délégation des Etats-Unis. L'histoire offre probablement peu d'exemples de cas où l'on a pu surmonter en si peu de temps un aussi grand nombre d'obstacles à l'autonomie. Avec ses 30 millions d'habitants et son potentiel de ressources, la Nigéria sera non seulement la nation la plus grande du continent africain, mais elle

² *Memorandum on Educational Policy in Nigeria*, Sessional Paper No. 20 of 1947, Lagos, The Government Printer, 1947.

sera appelée à jouer un rôle important dans les affaires mondiales.

43. M. S. S. LIU (Chine) dit qu'il ne renouvellera pas les critiques que sa délégation a déjà faites aux sessions précédentes au sujet de l'absorption rapide de certaines parties du Territoire sous tutelle par un territoire voisin.

44. La délégation chinoise a appris avec satisfaction que les élections organisées suivant la nouvelle Constitution se sont déroulées avec succès et que les services gouvernementaux qui viennent d'être réorganisés commencent à fonctionner.

45. La délégation chinoise note également avec satisfaction la déclaration figurant dans le rapport, d'après laquelle la nouvelle législature du Cameroun méridional considérera comme l'une de ses tâches les plus urgentes l'établissement d'un système moderne d'administration locale. Le Conseil doit en prendre acte et prier l'Administration de veiller à ce que la réforme envisagée soit mise en œuvre dans le moindre délai.

46. D'impressionnants progrès ont été réalisés en matière d'administration locale dans la région septentrionale du Territoire en 1953-1954. Le Conseil doit recommander à l'Autorité administrante de mettre à exécution sans retard le projet de réorganisation des conseils de village sur le modèle de la réorganisation des conseils de district.

47. La délégation chinoise espère que l'Autorité administrante continuera de s'efforcer de rendre plus attrayantes les conditions de travail dans les cadres administratifs afin de faciliter le recrutement des autochtones.

48. La délégation chinoise a pris note avec intérêt des renseignements fournis par l'Autorité administrante à la treizième session du Conseil (486ème séance), selon lesquels la Commission d'enquête chargée d'étudier les services judiciaires indigènes a recommandé de séparer, chaque fois qu'il est possible, le pouvoir judiciaire et l'administration locale. Cette question de la séparation du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire étant assez importante, le Conseil voudra sans doute la suivre. La délégation chinoise propose donc de faire figurer une recommandation sur ce sujet dans les recommandations que le Conseil adoptera.

49. Dans le domaine économique, il convient de féliciter l'Autorité administrante de l'augmentation considérable de la production du Territoire pendant l'année considérée et particulièrement des progrès accomplis dans la diversification de l'économie du Territoire, qui a maintenant atteint un point tel que cette économie n'est plus uniquement tributaire de la récolte bananière. Il faut espérer que le déficit prévu dans le budget du Territoire n'entravera pas les progrès accomplis, qui doivent au contraire continuer.

50. La délégation chinoise a noté avec satisfaction le succès de la Bakweri Farmers' Union et elle a également appris avec satisfaction que le différend qui s'était élevé entre les Balis et les Widekums a été réglé.

51. La délégation chinoise approuve la politique de l'Autorité administrante qui consiste à confier les opérations de la Cameroons Development Corporation aux autochtones. Elle a noté avec satisfaction que le nombre des autochtones membres du conseil d'administration de la société a été porté de trois à quatre ; c'est là un pas dans la bonne direction et il faut espérer que l'Autorité administrante hâtera le rythme de la mise en application du programme de formation de personnel autochtone

qualifié pour occuper des postes dans ce conseil d'administration.

52. La délégation chinoise continue d'espérer que l'Autorité administrante adoptera un système progressif d'impôts sur le revenu qui remplacera le régime du taux fixe qui est encore généralement appliqué. Dans ce domaine encore, on a fait quelque progrès et M. Liu espère que cette amélioration continuera et se développera.

53. La délégation chinoise a été heureuse d'entendre exposer qu'un certain enthousiasme s'était manifesté récemment dans la partie septentrionale du Territoire à l'égard des services sociaux. Il convient d'encourager ce mouvement le plus possible. L'Autorité administrante a elle-même décrit comme lents les progrès des services de santé, mais la création d'un nouvel hôpital dans le nord constitue une importante réalisation et, si l'on tient compte de l'enthousiasme naissant dont il vient d'être question, il doit y avoir largement place pour de nouvelles réalisations.

54. M. Liu tient à insister sur la question des renseignements statistiques relatifs au niveau de vie et aux salaires. Actuellement, il n'est établi régulièrement aucune étude portant sur l'ensemble du Territoire et il est difficile pour le Conseil de se faire une idée exacte du coût de la vie et du rapport qui existe entre le coût de la vie et les salaires. M. Liu demande instamment à l'Autorité administrante de mettre tout en œuvre pour améliorer cette situation.

55. L'Autorité administrante a annoncé son intention d'abolir les châtiments corporels qui ne sont plus appliqués actuellement qu'aux jeunes délinquants. Le représentant spécial a fait savoir au Conseil que les autochtones eux-mêmes n'étaient pas partisans de cette abolition mais que, lorsqu'on leur aura fait comprendre que ces châtiments sont incompatibles aussi bien avec les sentiments d'humanité qu'avec les principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, on pourra réussir à les rallier à l'opinion de l'Autorité administrante, des autres Membres des Nations Unies et en fait de tout le monde civilisé, qui estiment que l'on doit mettre fin à cette forme de sanction pénale. La délégation chinoise propose en conséquence que le Conseil recommande à nouveau l'abolition immédiate des châtiments corporels.

56. Dans le domaine de l'enseignement, on a assurément fait quelques progrès mais il reste encore beaucoup à faire. On constate une forte diminution des crédits budgétaires de l'enseignement ; le pourcentage des analphabètes est élevé et les résultats obtenus en matière de formation de maîtres n'ont pas été entièrement satisfaisants. Dans le rapport de l'UNESCO (T/1150, par. 66) figurent des observations sur les effets que la politique de l'Autorité administrante en matière d'enseignement primaire a sur le nombre des maîtres. Il semble que le fait que le nombre des maîtres reste stationnaire résulte en partie de la politique qui consiste à laisser aux institutions bénévoles et aux autorités indigènes le soin de dispenser l'enseignement primaire. Il serait sans doute bon que l'Administration revise sa politique en cette matière.

57. M. QUIROS (Salvador) souligne le grand intérêt que présente le rapport intérimaire (T/1147 et Add.1) rédigé par l'Autorité administrante sur les événements les plus importants survenus dans le Territoire sous tutelle entre la fin de l'année à laquelle s'applique le rapport annuel et la date de l'examen de ce dernier par le Conseil de tutelle. Il espère que les autres Autorités

administrantes suivront à cet égard l'exemple du Royaume-Uni.

58. Les événements les plus importants qui se sont déroulés dans la Nigéria en 1954 appartiennent au domaine politique. C'est ainsi que la mise en vigueur, en octobre 1954, de la nouvelle Constitution fédérale de la Nigéria a modifié de façon notable la situation du Cameroun méridional en lui donnant un gouvernement séparé doté de pouvoirs sur le plan régional dans le cadre de la Fédération de la Nigéria. La plupart des membres du Conseil de tutelle ont considéré cette mesure comme un progrès car elle répond aux vœux du parti de la majorité, qui avait exprimé à la Mission de visite des Nations Unies de 1952 dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale ses craintes de voir les intérêts du Territoire sous tutelle subordonnés à ceux de la Nigéria. Les aspirations du parti de la majorité ont donc été satisfaites en grande partie, mais non en totalité puisqu'il désirait que le Cameroun tout entier et non seulement la partie méridionale devienne une entité séparée. Il semble que la nouvelle Constitution ait accordé certains avantages au Cameroun septentrional. Cependant, on sera mieux en mesure de le vérifier lorsque les élections auront eu lieu. L'année précédente, la délégation du Salvador s'était déclarée déçue de voir que la partie septentrionale du Territoire sous tutelle était encore complètement rattachée à la région septentrionale de la Nigéria. On a affirmé que cette situation était conforme aux aspirations de la population du nord. Cependant, les habitants de cette partie du Territoire sont beaucoup moins évolués du point de vue politique que ceux du sud et les chefs de tribus, à qui il arrive certainement parfois de faire passer leurs propres intérêts avant l'intérêt général, ont une influence très forte et même décisive. Le représentant du Salvador espère que l'acceptation apparente de la situation par le Kamerun National Congress n'est qu'une mesure politique temporaire et que ce parti persévéra dans la poursuite de ses buts et s'emploiera de toute son influence à éviter la désintégration du Cameroun, qui a été placé sous le régime de tutelle sous la forme d'un seul Territoire et qui devra parvenir finalement à l'autonomie et à l'indépendance sous cette même forme.

59. En ce qui concerne la politique suivie par l'Autorité administrante en matière d'administration locale, les résultats sont très encourageants et M. Quiros espère qu'elle continuera à déployer ses efforts dans le même sens.

60. Du point de vue économique, la Cameroons Development Corporation, organisme public et non entreprise privée, joue un rôle considérable dans le développement du Territoire. Le Conseil a appris que l'on prévoyait des difficultés financières pour le Cameroun méridional, mais la délégation du Salvador espère que l'avenir montrera que cette prévision pessimiste n'était pas justifiée.

61. M. Quiros partage entièrement les vues du représentant d'Haïti sur les châtiments corporels; il espère que l'Autorité administrante mettra en œuvre les recommandations du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale qui réclament l'abolition de ces châtiments.

62. Comme l'Autorité administrante le reconnaît elle-même, la situation laisse beaucoup à désirer dans le domaine de la santé publique. Le nombre des médecins est tout à fait insuffisant; cependant, on a augmenté le nombre des lits d'hôpitaux et la création d'un nouvel hôpital dans le Cameroun septentrional a constitué un progrès important.

63. Le Conseil tout entier s'inquiète de voir les Camerounais porter peu d'intérêt à l'enseignement, comme le montre la diminution constante du nombre des élèves dans les écoles primaires. L'UNESCO et le Conseil de tutelle ont recommandé à maintes reprises l'institution de l'enseignement primaire obligatoire dans tous Territoires sous tutelle et territoires non autonomes. L'Autorité administrante devrait faire tout son possible pour encourager la fréquentation scolaire dans les écoles primaires.

64. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) note l'activité politique intense qui s'est manifestée dans le Territoire sous tutelle au cours des deux années précédentes. Les réformes constitutionnelles qui ont été mises en vigueur représentent un progrès appréciable vers l'autonomie et, comme elles sont conformes aux aspirations librement exprimées de la population, elles ne sont pas incompatibles avec l'article 5, a, de l'Accord de tutelle. Le Gouverneur général de la Fédération de la Nigéria continue en principe à gouverner le Territoire au nom de l'Autorité administrante mais, en fait, ce sont les représentants élus de la population autochtone qui détiennent presque entièrement le pouvoir de formuler les principes directeurs et d'adopter les textes législatifs, dans le cadre de la compétence de la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional. De plus, les nouvelles dispositions constitutionnelles ont eu pour effet non seulement d'augmenter le nombre des représentants africains au sein des organes législatifs, leur donnant la majorité dans la législature, mais encore d'accroître notablement les pouvoirs de ces organes. Ainsi, bien que le Conseil continue à adresser ses recommandations à l'Autorité administrante, il les adresse en fait aux représentants autochtones qui ont maintenant le pouvoir de les mettre en œuvre, tant au sein du Conseil exécutif qu'au sein de la Chambre d'assemblée.

65. Cependant, tout en félicitant l'Autorité administrante des progrès politiques réalisés, M. Scott ne peut que regretter d'apprendre que le budget du Territoire sera probablement en déficit pour l'exercice 1954-1955. Il se demande si l'on a examiné de très près la capacité d'imposition du Territoire afin de déterminer s'il existe d'autres sources de recettes fiscales. Il ne semble pas que l'on puisse imposer davantage la Cameroons Development Corporation sans entraver le fonctionnement d'un organisme qui fournit déjà au Territoire la plus grande partie de ses recettes d'exportation, mais on pourrait encourager les agriculteurs autochtones à faire des cultures marchandes. Il semble aussi qu'il y ait quelque possibilité d'augmenter le produit des droits de douane. Quoi qu'il en soit, la mission envoyée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne met pas en doute la prospérité future du Territoire dont la richesse économique en puissance est, d'après ses conclusions, considérable. L'Autorité administrante doit donc élaborer avec soin des plans relatifs au développement économique futur du Territoire, en tenant compte du rapport de la Banque internationale³.

66. La délégation néo-zélandaise note avec satisfaction que des réformes ont été effectuées en matière d'administration locale dans le Cameroun septentrional et partiellement dans le Cameroun méridional, mais elle recommande vivement à l'Autorité administrante de continuer à examiner de très près la nécessité d'une réor-

³ *The Economic Development of Nigeria*, Report of a Mission organized by the International Bank for Reconstruction and Development at the request of the Governments of Nigeria and the United Kingdom, Lagos, Federal Government Printer, 1954.

ganisation complète des organes de l'administration locale dans tout le Territoire sous tutelle, sur une base plus stable et plus démocratique.

67. Le rapport annuel montre que le Territoire a fait des progrès lents mais réguliers sur le plan économique. Les efforts entrepris pour diversifier l'économie du Territoire sont parmi les plus louables et il convient de féliciter la Cameroons Development Corporation de l'exemple qu'elle a donné. Les efforts en question ont porté notamment sur la production du thé, le commerce du bois, la culture du riz, du palmier à huile, du café et du coton. Il faut féliciter l'Administration de s'attacher à améliorer progressivement l'agriculture; ses efforts ne porteront sans doute pas leurs fruits immédiatement, mais ils auront pour résultat, en définitive, l'emploi de méthodes de culture plus efficaces. M. Scott remarque que le labourage selon les courbes de niveau a été introduit avec succès dans certains districts, mais qu'en revanche, l'Administration n'a pas réussi jusqu'à présent à convaincre les agriculteurs africains d'utiliser des engrais et du fumier. La construction de routes s'est poursuivie à un bon rythme et M. Scott espère que le financement de ces travaux se poursuivra jusqu'à ce que le Territoire ait un réseau complet de grandes routes. L'adduction d'eau dans les petites villes et les villages, qui semble présenter un caractère d'urgence, devrait retenir l'attention des pouvoirs publics. La délégation néo-zélandaise a été heureuse de constater l'extension prise et l'activité déployée par les organisations coopératives et espère que l'Administration continuera à encourager ce mouvement.

68. Le rapport annuel montre aussi que des progrès ont été accomplis sur le plan social, mais il reste beaucoup à faire en ce qui concerne les services médicaux du Cameroun septentrional, où il n'existe pas plus de vingt dispensaires. Dans son intéressant rapport sur la santé publique dans le Territoire (T/1152), l'Organisation mondiale de la santé a recommandé que les dispensaires ruraux de cette région soient soumis à un contrôle approprié. Il faut féliciter la Cameroons Development Corporation de sa contribution au progrès social et sanitaire, et l'intention qu'a l'Administration de lancer une campagne de lutte contre le pian est très louable. Cependant, de nombreuses maladies endémiques pourraient être jugulées, comme l'a suggéré l'OMS, par l'adoption de méthodes plus appropriées d'éducation et de formation sanitaires. Ce qu'il faut surtout, c'est adopter une politique d'ensemble plus positive et mieux coordonnée, et il y a lieu d'espérer que la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional s'intéressera davantage à la santé publique qui rentre maintenant dans ses attributions.

69. C'est dans le domaine de l'enseignement que les progrès sont les moins marqués. L'ensemble de la population fait preuve d'une apathie inquiétante. Il serait souhaitable que l'Autorité administrante charge un expert de faire une étude complète des problèmes de l'enseignement. Certes, les écoles primaires et secondaires comptent plus d'élèves, mais il est inquiétant de constater que le nombre des élèves-maîtres a diminué en 1953. En matière d'enseignement, comme en matière de santé publique, il semble qu'il faudrait que l'Autorité administrante et le gouvernement du Cameroun méridional déploient des efforts plus directs et plus intensifs.

Le brigadier Gibbons, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, se retire.

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française:
a) rapport annuel (T/1136, T/1150, T/1156, T/1160); b) pétitions distribuées conformément au paragraphe 2 de l'article 85 du règlement intérieur du Conseil de tutelle (T/PET.7/L.6, T/PET.7/L.8 et 9) [suite]

[Points 3, f, et 4 de l'ordre du jour]

Sur l'invitation du Président, M. Apedo-Amah, représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française, prend place à la table du Conseil.

QUESTIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE
ET RÉPONSES DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL

Progrès politique

70. En réponse à une question de M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique), M. BARGUES (France) confirme que l'Assemblée territoriale du Togo sous administration française n'est pas habilitée à examiner des questions politiques ou à prendre des décisions à leur sujet. En fait, il n'appartient pas à l'Assemblée territoriale d'examiner des questions qui concerneraient le statut du Territoire. Les Nations Unies ont confié la responsabilité du Territoire à une Autorité administrante, la France. C'est donc la France, lorsqu'elle le jugera opportun, qui prendra l'initiative de toute modification du statut du Territoire. Au moment convenable, elle consultera la population, soit par l'intermédiaire des représentants élus de la population du Togo siégeant au sein des assemblées parlementaires françaises, soit par d'autres moyens. Si l'Assemblée territoriale n'est pas encore dotée de pouvoirs législatifs, c'est simplement parce que le Territoire n'a pas atteint un stade d'évolution qui le justifie; l'octroi de ces pouvoirs marquera la fin de la période de tutelle et exigera une modification du statut du Territoire. En attendant, les attributions sont sans cesse accrues. Elle a, par exemple, le droit d'examiner toutes les questions qui ne sont pas directement liées aux institutions politiques du Territoire, même si elles ont des répercussions politiques; c'est ainsi qu'elle vote le budget du Territoire qui est un instrument politique par excellence. Lorsque le moment sera venu, la France transmettra aux habitants du Territoire les responsabilités qu'elle assume en ce qui concerne le statut du Territoire et ses institutions politiques.

71. En réponse à une autre question de M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique), M. BARGUES (France) précise que l'article 13 de la Constitution française interdit au Parlement de déléguer son droit souverain de voter la loi. Il assure M. Sears que l'Assemblée territoriale du Togo acquiert de l'expérience en matière législative par l'exercice de ses attributions actuelles.

72. M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) se demande si les limites imposées aux attributions de l'Assemblée ne privent pas ses membres de l'expérience qu'ils acquerraient en devant rendre des comptes à leurs électeurs.

73. M. BARGUES (France) ne croit pas qu'il existe nécessairement une corrélation entre les pouvoirs d'une assemblée élue et la responsabilité de ses membres devant le corps électoral. Quelles que soient les attributions de l'Assemblée, les électeurs chercheront toujours à savoir si leurs représentants ont bien rempli leur mandat, au moment où ces derniers solliciteront leur réélection.

74. En réponse à une autre remarque de M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique), M. BARGUES (France) déclare qu'il n'est, à son avis, d'aucun intérêt de se livrer à des spéculations sur les répercussions qu'une modification du statut de pays voisins pourrait avoir dans le Territoire. La nature de ces modifications est encore matière à conjectures. En outre, même si, par exemple, la population du Togo sous administration britannique se prononce en faveur du rattachement à une Côte-de-l'Or indépendante, il n'est pas certain que cette nouvelle situation ait une influence sur le comportement ou les aspirations politiques de la population du Togo sous administration française. On trouve, en Afrique, beaucoup de territoires voisins qui sont dotés d'un statut politique différent et dont certains sont indépendants, d'autres rattachés à une autre entité politique. Les appréhensions du représentant des Etats-Unis semblent donc quelque peu exagérées.

75. M. JAIPAL (Inde), constatant l'absence d'attributions politiques et législatives de l'Assemblée territoriale, attire l'attention du représentant de la France sur l'article 5 de l'Accord de tutelle, aux termes duquel l'Autorité administrante prendra les mesures nécessaires en vue d'assurer une participation des populations locales à l'administration du Territoire par le développement d'organes démocratiques représentatifs. Cette disposition, à son avis, signifie clairement que les habitants doivent participer à l'exercice du pouvoir législatif. Le même article prévoit que l'Autorité administrante devra procéder aux consultations appropriées en vue de permettre à ses populations de se prononcer librement sur

leur régime politique. C'est là une raison de plus pour que l'Assemblée territoriale ait le droit d'examiner les questions politiques.

76. M. BARGUES (France) estime qu'il est important de distinguer clairement entre l'administration d'un territoire et les problèmes politiques qui se posent au sujet du statut de ce territoire. La population du Territoire sous tutelle participe à son administration par l'intermédiaire des conseils municipaux et d'une assemblée représentative, organes qui ont incontestablement un caractère démocratique. L'Autorité administrante procédera naturellement, le moment venu, à des consultations en vue de permettre aux habitants de se prononcer sur le régime politique de leur choix, conformément à l'Article 76, b, de la Charte, mais il appartient à l'Autorité administrante, et à elle seule, de décider lorsque le moment sera venu de procéder à ces consultations.

77. M. RYCKMANS (Belgique) croit que l'expression "pouvoirs législatifs" a prêté à certaine confusion. Aux termes de la Constitution française, l'Assemblée nationale ne peut pas déléguer son droit souverain de voter la loi; elle peut cependant autoriser des organes subordonnés à adopter des règlements et à rendre des décrets qui ont force de loi, mais n'en portent pas le nom. L'Assemblée territoriale a reçu cette autorisation et il est, par conséquent, tout à fait exact de dire qu'elle jouit de pouvoirs législatifs dans certains domaines et dans certaines limites: seule la question du statut du Territoire échappe à sa compétence.

La séance est levée à 18 h. 5.